Economie

Conférence-débat à la Chambre de Commerce du 6 février 2015

« La Martinique est-elle sortie de la crise de 2009 ? ». Non. Elle n'avance pas

La Chambre de commerce et d'industrie de la Martinique(CCIM) présidée par M. Manuel Baudouin a proposé une conférence-débat ***le vendredi 6 février 2015*** *sur le thème « La Martinique est-elle sortie de la crise de 2009 ? » animée par le Professeur d'économie Olivier Sudrie, Directeur du cabinet DME (Didacticiel et modélisations économiques). DME est un cabinet d'études économiques spécialisé sur l'Outre-Mer.*

Rappelons que, pour notre part, ce qu'on appelle la « crise de 2009 » est la conjonction de la crise financière capitaliste de 2007/2008 avec la crise sociale des DOM liée à l'épuisement du modèle néo-colonial départemental ;

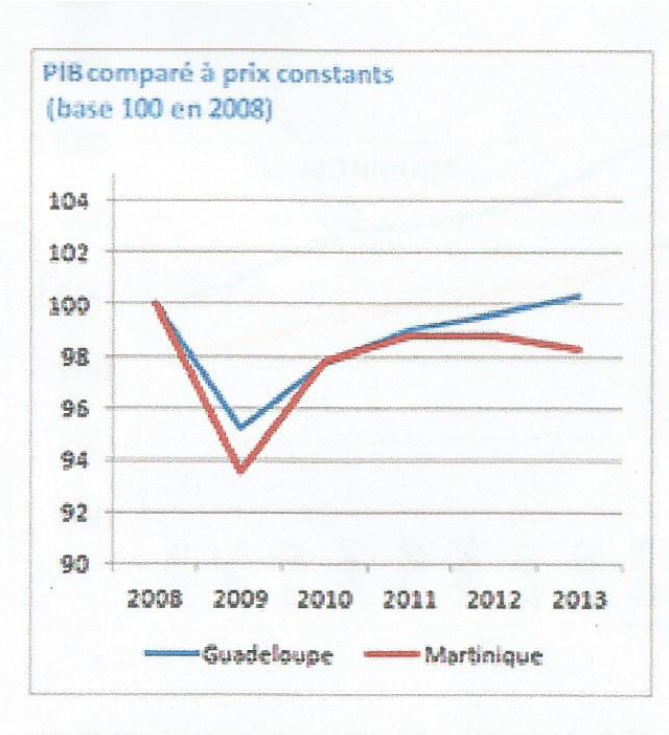
La réponse de l'économiste à la question posée est non. Il explique : « *La Martinique ne s'est pas relevée de la crise et elle a décroché par rapport à la Guadeloupe à partir de 2011* ». Et la panne de croissance a duré jusqu'à fin 2013. La Guadeloupe, elle, se relève timidement. La Martinique n'a pas retrouvé le niveau de PIB de fin 2008. Il estime au total que « *les performances de l'économie martiniquaise sont les plus faibles des départements d'outre-mer* ».

Martinique : Les plus mauvais résultats des pays d'outre-mer

En 2012, une étude comparative des dynamiques de croissance Martinique-Guadeloupe du cabinet DME montrait que les deux économies se retrouvaient dans une « grande fragilité macro-économique » se caractérisant par une insuffisance de la demande effective qui bloquait toute reprise de la croissance. Mais, déjà à l'époque, le risque était plus grand pour l'économie martiniquaise Rendant compte de la conférence d'Olivier Sudrie à l'époque nous titrions : « ***Probable croissance zéro en 2012 et risque de récession en 2013*** » (cf Justice n° 5 du 31/01/2013). Prémonitoire.

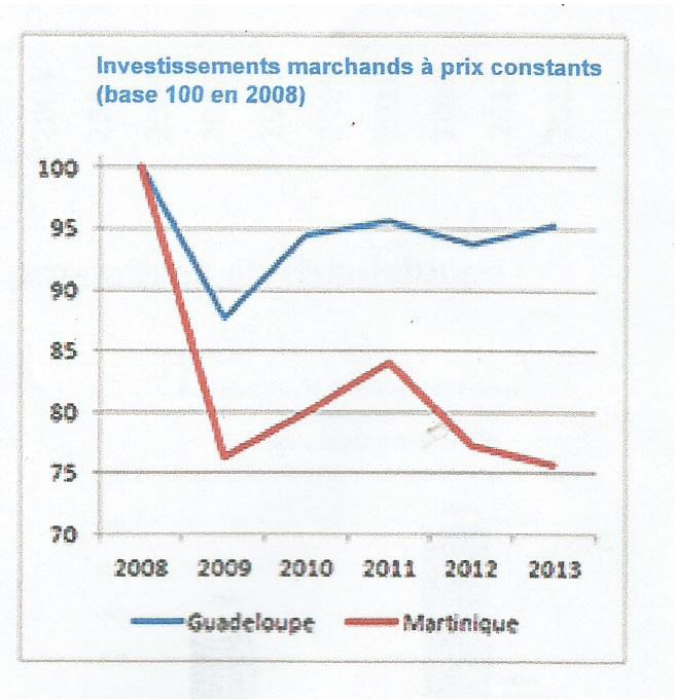
Plusieurs constats réalisés à partir des données comparées présentés à l'appui de cette conclusion.

Sur la période 2009/2013 (derniers chiffres officiels connus) le Produit Intérieur Brut (richesse créée) a reculé de 1,7 % en Martinique et augmenté légèrement de + 0,3 % en Guadeloupe. L'écart de richesse entre les deux pays (en défaveur de la Guadeloupe) qui était de 7,3 % en 2008 s'est réduit et est de 5,3 % en 2013.



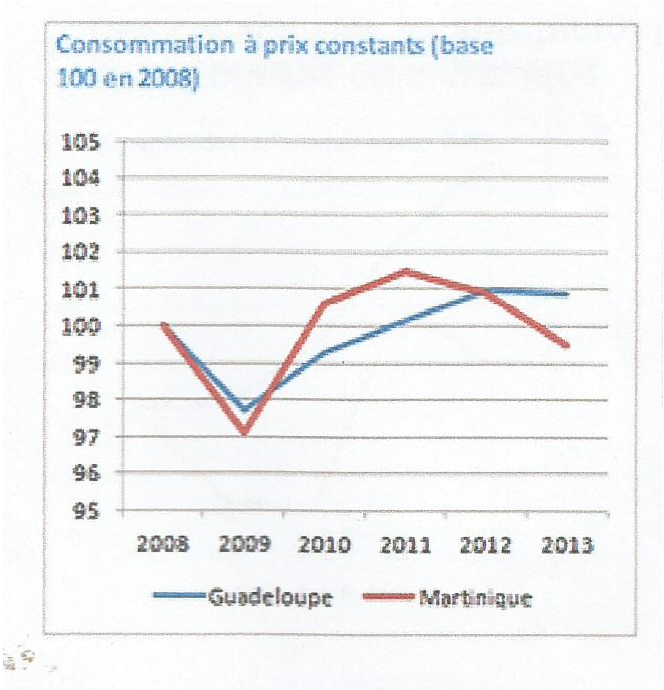
Quant à l'emploi, il a chuté de 2,3 % en Martinique et augmenté de + 2,3 % en Guadeloupe sur la même période 2009/2013. Il est rappelé que les revenus sociaux de remplacement des salaires sont plus faibles et donc pénalisent la consommation.

L'explication tient au fait qu'en Martinique l'investissement privé s'est effondré entrainant la baisse de l'emploi pour rétablir la productivité laquelle baisse a provoqué celle de la consommation des ménages. Le pouvoir d'achat a donc baissé. Et la politique publique n'a pu compenser ces reculs.



Au contraire de la Guadeloupe où l'emploi a été maintenu entraînant un soutien à la consommation. A cet égard relevons que, curieusement, Olivier Sudrie ne prend en compte que l'action des collectivités locales sans inclure celle de l'Etat et de l'Europe.

C'est ainsi que l'investissement privé a reculé de 25 % en Martinique en 2013 par rapport à 2008 contre moins 5 % en Guadeloupe.



Une contribution négative des collectivités locales. Et l'Etat ?

Sur la période 2008/2012, la contribution des collectivités locales (Région+ Département + communes) à la croissance du PIB a été de 41 Millions d'euros en Martinique pour un croissance du PIB de 350 millions d'euros contre 213 millions d'euros en Guadeloupe sur une croissance du PIB de 590 millions d'euros.

Et les dépenses nettes (recettes – dépenses totales) des mêmes collectivités locales sur 2008/2012 ont été négatives en Martinique de – 153 millions d'euros alors qu'elles ont été positives en Guadeloupe de 78 millions d'euros. Du coup, la Région Martinique conserve une certaine capacité d'emprunt alors que la Région Guadeloupe a un niveau d'endettement supérieur au niveau moyen français. Les trois facteurs constitués par les entreprises, les ménages et les collectivités locales « font système » quand ils agissent dans le même sens. Ainsi la « boucle récessive » redoutée il y a deux ans par le Directeur de DME s'est installée en Martinique.

Concevoir un plan de redressement

Pour Olivier Sudrie on n'est pas condamné à « la croissance molle qui accroît le chômage et laisse les jeunes sur le carreau ». Il propose un plan avec un objectif-assez réaliste- d'un taux de croissance de 3 % et qui concerne tous les acteurs : les entreprises (investissement), les ménages (consommation) et les

collectivités locales (dépenses publiques positives). Là encore l'Etat est étrangement absent.
Il conçoit ce plan comme une fusée à trois étages.
1ère étape : Des mesures en faveur de la consommation, de préférence par la baisse de la TVA (TVA zéro) plutôt que par les augmentations de salaires. Il rappelle que la consommation représente 80 % du PIB(en fait 61 %).
2ème étape : Des mesures d'accompagnement de l'investissement ; les entreprises pour répondre à la demande vont investir d'autant que la vague d'investissement en Martinique date de 2004. Il faut donc renouveler les équipements.
3ème étape : Mettre en place un plan d'accroissement de la compétitivité. Car « seule la productivité peut augmenter la compétitivité e t la profitabilité ». Il préconise de reprendre le chantier de la défiscalisation en élargissant les dispositifs. Il conseille aussi d'appliquer un plan de productivité. Car il faudra faire face au vieillissement qui est un « énorme problème » et va agir contre la croissance.
Il estime que le levier de la Région est insuffisant. Il a calculé que même si la Région Martinique avait pratiqué sur la période considérée le même taux d'endettement que la Guadeloupe (Encours de la dette/ Recettes de fonctionnement = 88,8 %) cela n'aurait provoqué que 0,8 % de croissance en plus.
C'est ce que nous avons constamment répété depuis 2010 face aux contre-vérités de Jean Crusol, Georges Para et Serge Letchimy sur « l'effet de levier » de l'endettement régional et les plans de relance.
Pour réussir, il préconise d' « agir vite et dans le temps ». Il faut le faire tout de suite car on est « au moment de tous les risques » et se donner du temps.

Relance par la consommation ? Et la fuite vers l'importation ?

Dans le débat a été soulevé par le Directeur de l'AFD le fait que le tissu économique n'est pas le même en Martinique et en Guadeloupe. En Martinique existent des « groupes puissants » qui ont procédé à des restructurations ces dernières années et que, en dehors des dépenses des collectivités locales, interviennent des transferts publics, notamment de fonds européens (Directeur de l'AFD).
Quant à la relance par la consommation, un écueil est qu'elle se porte sur l'importation vu la faiblesse de l'offre et qu'il n'y ait pas de rendement fiscal pour les collectivités qui s'endettent. D'où la nécessité de faire « une relance de l'offre » (Directeur AFD), « revoir le système d'importation » et « revoir les composantes de la machine économique » (Manuel Baudouin). C'est-à-dire de changer de modèle économique impliquant en outre, selon le président de la

CCIM, pour avoir des débouchés une insertion régionale, une fiscalité douanière, et revoir les parités de changes.

Changer de machine économique

Le président de la CCIM, Manuel Baudoin, a conclu en substance qu' il faut peut-être opérer des « transgressions » par rapport à des raisonnements habituels. Il a interrogé : « Quelle machine économique nous voulons ? Il faut revoir les règles du jeu(…) Nous n'avons pas su prendre le virage pour nous faire sortir de la panne ». Dont acte.

La faute à qui ? Pour notre part nous avions prévu ce triste épilogue et avions préconisé une autre voie : un plan de relance coordonné Etat-Région-Département.

Dans cette analyse la responsabilité de la politique de l'Etat est occultée et donc ne rend pas compte de la globalité de la situation.

En définitive, il est clair que la Martinique n'avance pas. Et il en ressort que pour sortir de ladite « crise de 2009 » on retrouve les questions fondamentales du mode de Développement avec la nécessaire (re)conquête du marché intérieur et donc utiliser des instruments de politique économique indispensables que le Pays ne maîtrise pas, même avec la Collectivité Territoriale de Martinique.

Il est temps que la Martinique avance vraiment. Pour changer de machine économique, il faut changer le cadre politique institutionnel, voire statutaire.

Michel Branchi
(15/02/2015)

NB. Les graphiques sont issus de l'étude de DME